

revue de presse

Manifeste animaliste

Corine Pelluchon

Presse écrite

Alternatives végétariennes, n° 127. Mai 2017

Depuis quelques années les documentaires se multiplient pour exposer la condition animale au regard de tous, et de plus en plus de consommateurs interrogent leurs pratiques quotidiennes et leurs conséquences pour les animaux. Alors que les associations animalistes commencent à coordonner leurs actions pour avoir plus d'impact, la cause animale se politise au fur et à mesure des tribunes communes et autres pétitions. Pour qu'elle le soit définitivement et incontestablement, il fallait un manifeste. C'est Corine Pelluchon, professeure à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, qui le signe. Elle fait partie de ces rares penseurs qui mettent leurs idées à l'épreuve de la réalité sociale. Corine Pelluchon se met au service de la cause animale, pour lui donner l'arsenal philosophique qui la fera entrer dans l'arène politique et y devenir incontournable.

Votre écriture suit un fil rouge, celui de la vulnérabilité du sujet. Comment les animaux sont-ils entrés dans votre réflexion ?

Quand on prend au sérieux la vulnérabilité du vivant, on est amené à intégrer les animaux qui partagent avec nous le fait d'être mortels, d'avoir besoin d'eau et de nourriture, de vieillir et d'être susceptibles à la douleur, au plaisir et à la souffrance. La question animale s'est imposée à moi parce que les souffrances qu'ils endurent me hantent, quotidiennement. Elle est au cœur de mon travail qui vise à construire une théorie politique en la fondant sur une philosophie du sujet attentive à notre corporéité, donc à notre vulnérabilité, mais aussi à notre responsabilité envers

autrui, donc aussi envers les animaux.

Votre essai Les Nourritures paru en 2015 pose les fondations d'une société plus juste en incluant la fragilité du vivant. Le livre est complet au sens où il aborde autant les humains, les animaux que les écosystèmes. Il pourrait déjà être un programme politique. Alors pourquoi écrire ce manifeste ?

Les Nourritures est un livre volumineux, qui fonde une théorie politique sur un sujet relationnel et incarné. Il articule l'écologie et la question animale à une philosophie de l'existence et les fait entrer en politique. C'est un livre de fond, qui pose des bases théoriques. Le *Manifeste* est un livre-action. Il est très bref et facile à lire ; j'ai condensé ma réflexion pour la rendre accessible au grand public. Le ton est aussi très différent; il vise à éveiller les esprits et à accompagner un mouvement que je pense irréversible et auquel je souhaite donner de la profondeur, en montrant que la cause animale ne se réduit pas à l'apologie du véganisme et qu'elle est universelle. Je l'inscris donc dans l'Histoire en montrant qu'elle est aussi la chance de notre reconstruction sociale et politique.

Enfin, je donne des repères pour politiser la cause animale dès maintenant et propose une stratégie. Je m'appuie sur ce que j'ai écrit avant, mais fais ici un effort pédagogique et offre des clefs permettant de faire avancer le combat en faveur des animaux en évitant certains pièges. Car le défi est d'arriver à des changements conséquents pour les animaux et même à promouvoir une société plus juste envers eux, en restant dans le cadre d'une démocratie pluraliste et de manière non violente. C'est pourquoi, tout en dépassant le *welfarisme*, je propose une sorte de discours de la méthode dont les mots-clefs sont la transition, la reconversion et l'innovation.

Avec ce manifeste, vous vous inscrivez dans une démarche de conciliation, proposant une période de transition avant de sortir complètement de l'exploitation animale. Pourquoi opter pour cette position ?

Parce que l'on ne décrète pas la fin de l'exploitation animale et que, pour se mettre sur cette trajectoire et arriver à cet objectif, que je souhaite ardemment, il faut avancer sur plusieurs fronts : inciter les individus à changer leurs habitudes de consommation, faire en sorte que les entreprises innovent (dans les alternatives à l'expérimentation animale, dans la cuisine, la mode, etc.), aider les différents acteurs à se reconverter, au lieu de les stigmatiser et de les mettre au chômage, montrer

comment prendre en compte les intérêts des animaux dans nos politiques publiques, dire quels changements politiques sont nécessaires. La suppression de certaines pratiques (foie gras, fourrure, captivité des animaux sauvages, etc.) est assortie de mesures aidant les personnes travaillant dans ces secteurs à changer d'activité. Il y a à la fois des revendications visant la suppression de certaines pratiques et des mesures facilitant la transition vers une société plus juste envers les animaux. La question de l'élevage occupe un petit chapitre à part, car elle est complexe. Je me suis inspirée de Lincoln pour élaborer un plan à court terme et à long terme.

Je ne vais pas résumer ici cet ouvrage qui fait 110 pages, car je serais simpliste, alors que j'ai fait l'effort d'accompagner toute proposition d'une argumentation assez précise et souvent de mesures concrètes. Ce qui est vrai, c'est que je pense que tout le monde doit être pris en considération, y compris ceux qui vivent de l'exploitation animale et ne sont pas d'accord avec nous. J'ai aussi essayé de passer de la dénonciation à la proposition. C'est plus qu'une affaire de conciliation, car un consensus sur des sujets qui divisent autant se construit et ne s'improvise pas. Comme philosophe politique, mon rôle est de montrer comment on peut arriver à des accords sur fond de désaccords et parvenir à un changement de société. Il fallait indiquer ce que ce changement requiert au niveau politique, économique, mais aussi culturel et anthropologique.

Nos lecteurs sont essentiellement végétariens ou sont en train de le devenir. Pourriez-vous leur adresser quelques mots ?

Chacun procède aux changements de ses modes de vie à son rythme. L'essentiel est que ces changements apportent aux personnes un certain épanouissement, lié au sentiment d'être en accord avec leurs convictions profondes, et qu'elles aient du plaisir à manger, à s'habiller. Sinon les changements dans l'alimentation, notamment, ne durent pas. L'important est d'œuvrer, dans sa vie privée et sur le plan collectif, à la construction d'une société plus juste envers les animaux et de le faire sans tyrannie, sans criminaliser ceux et celles qui n'ont pas encore ouvert les yeux sur la souffrance animale. Pour cela, il faut être sincère avec soi-même et généreux avec autrui, se rappeler que nous sommes tous nés dans une société spéciste et que, pendant longtemps, nous n'avons pas voulu voir la réalité. Il faut aussi être endurant. Car nous sommes plus de sept milliards et ce n'est pas demain matin que les

animaux vont cesser d'être maltraités. Mais je pense que nous gagnerons. Et, quoi qu'il arrive, il faut témoigner de l'importance de la cause animale, attester de son universalité, du fait qu'elle est aussi la cause de l'humanité. Pour cela mieux vaut savoir quelle est sa place et ce que l'on peut faire, chacun et chacune à son niveau. Car toute maladresse, toute manifestation de l'égo et toute violence seront contreproductives et donc nuisibles aux animaux.

Propos recueillis par Yasmine Debarge.

Madame Figaro, 21 avril 2017

Peut-on encore tolérer la souffrance animale ?

En 1865, dans son « introduction à l'étude de la médecine expérimentale », Claude Bernard écrit qu'il « n'entend plus les cris des animaux [...]. Il ne voit que son idée et s'aperçoit que des organismes qui lui cachent des phénomènes qu'il veut découvrir ». Pourtant, dès 1824, la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Society for the Prevention of Cruelty to Animals), ancêtre de la SPA est née en Angleterre. Partout en Europe, de Victor Hugo à Arthur Schopenhauer, en passant par Louise Michel, des voix s'élèvent contre la maltraitance animale, reflet d'une barbarie s'exerçant toujours contre les plus faibles.

La notion de sentience qui se trouve chez Jeremy Bentham, dans son *Introduction aux principes de la morale et de la législation* »,1789), a modifié les critères de l'éthique. Pour accorder un statut moral à un être et empêcher qu'« il ne soit abandonné sans recours aux caprices d'un bourreau », il n'est pas nécessaire qu'il sache raisonner ou parler. La question n'est pas : peuvent-ils penser? Mais : peuvent-ils souffrir ? Définie au départ comme sensibilité à la douleur et au plaisir, la sentience inclut le fait d'éprouver de manière individuée des émotions complexes, comme la souffrance et l'angoisse. Elle désigne enfin l'agentivité, ou la capacité à communiquer ses préférences individuelles, et à résister à ses conditions de détention. Il y a quelqu'un derrière la fourrure et les plumes, et ce quel qu'un, ce soi

vulnérable, ne peut pas être simplement utilisé comme un moyen au service des fins humaines. La contradiction présente au cœur de l'expérimentation animale apparaît: nous la pratiquons parce que nous reconnaissons que les animaux sont proches de nous. En même temps, nous refusons qu'ils soient trop proches de nous, afin de les manipuler et de les tuer.

Depuis les années 1980, le respect du bien-être animal s'impose aux scientifiques. Une règle des trois R (réduire, raffiner, remplacer) est même devenue contraignante juridiquement, avec la directive européenne du 22 septembre 2010. L'expérimentation, y compris lorsqu'elle est jugée utile, n'est plus considérée comme légitime moralement. Pour l'autoriser, il faut répondre aux critères la rendant licite : réduire le nombre d'animaux utilisés, les anesthésier et avoir recours, dès que possible, aux méthodes alternatives dont le développement conduira un jour à supprimer l'expérimentation animale. Celle-ci n'est pas un mal nécessaire, mais un mal tout court, qu'il s'agit d'assumer comme tel. Corine Pelluchon

L'Info Journal de la Fondation Brigitte Bardot, mars-avril 2017

Les livres de Brigitte

L'idée poursuivie par l'auteure est de donner aux citoyens, aux représentants politiques et aux différents acteurs de l'économie les moyens d'opérer la transition vers une société juste prenant en compte les intérêts des humains et ceux des animaux. Elle montre que les violences infligées aux animaux reflètent les dysfonctionnements de la société. Raison pour laquelle il convient de politiser la cause animale et de donner des repères théoriques et pratiques pour y parvenir.

Esprit, mars-avril 2017

Pour une écologie des relations entre vivants

Les uns prônent l'arrêt total de la consommation de viande et de ses dérivés, au nom du respect de l'animal, quand d'autres cherchent une voie éthique dans notre rapport au monde animal et végétal.

Dans son *Manifeste animaliste*, Corine Pelluchon défend le premier parti. Guidée par une perspective abolitionniste, elle propose d'inscrire le droit des animaux dans la Constitution ; elle les considère en effet comme des êtres politiques et n'hésite pas à comparer ce combat à celui de Lincoln contre l'esclavage. Ce type de philosophie n'est pas sans fondement lorsqu'on observe les dégâts produits par l'exploitation de l'animal. Selon des études de la Food and Agriculture Organization (FAO), 18 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'élevage (plus que des transports) ; on assiste à une demande exponentielle d'eau pour répondre aux besoins de la production animale, et des millions d'hectares sont soustraits à la culture traditionnelle pour le maïs et le soja, à la grande satisfaction de Monsanto et consorts. L'absence de réflexion sur la condition animale conduit les grandes coopératives agricoles et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) à vendre des politiques d'exportation, de porcs ou de lait en poudre, dans une sorte de résurgence colonialiste par rapport aux pays émergents ou à ceux du tiers-monde • des millions de paysans sont ainsi envoyés dans les villes, du reste, en France aussi, une ferme disparaît chaque jour. L'animal est une chose que l'on domestique, consomme et jette comme un déchet. Cependant, si Corine Pelluchon a raison d'inscrire l'exploitation des animaux dans la logique du libéralisme mondialisé, elle se fourvoie, à notre sens, quand elle milite pour une planète se refusant à tuer les animaux.

A lire les partisans de la cause animale, on devrait en effet laisser proliférer les chats - alors que l'on sait qu'au Royaume-Uni, 9 millions de chats sont responsables de la mort de 55 millions d'oiseaux. On devrait laisser se développer les sangliers au détriment des cultures. Prenons l'exemple du loup. Il n'est pas question de son éradication au nom de fantasmes venus du fond des âges, mais simplement de protéger une autre espèce, celle des moutons. Les bergers sont à la merci des chiens errants et des loups d'autant plus que le gigantisme des troupeaux les rend vulnérables, alors que des troupeaux de taille raisonnable sont, à l'aide des patous (chiens de montagne des Pyrénées) notamment, la meilleure protection contre des prédateurs. Si on ne mène pas une politique de prélèvement de ces derniers, on aboutira à la fin de l'agriculture de montagne et du pastoralisme, avec toutes les conséquences écologiques et humaines prévisibles. Il faut se méfier des discours de

gens de la ville, qui changeront sûrement de ton le jour où « les loups entreront dans Pans ». Les mêmes sont fans de randonnée en montagne quand celle-ci est entretenue par les bergers. Quand on accorde aux animaux des « droits de l'homme », on sombre dans un autre anthropocentrisme.

Jacques-Yves Bellay

La Croix, 20 mars 2017

« L'écologie s'exprime par l'envie de se penser autrement »

- En quoi la relation des Français à la nature a-t-elle déjà changé ?

Corinne Pelluchon : Tout d'abord, depuis quelque temps déjà, nous savons que la Terre est fragile et que notre poids démographique comme nos activités peuvent l'endommager de manière irréversible. Ensuite, confrontés à la mondialisation, les individus ont envie de se réapproprier leur existence, ce qui passe par des choix de consommation. Il s'agit aussi d'avoir un rapport à la nature et aux animaux qui ne soit pas de domination mais de protection. L'écologie s'exprime par l'envie de vivre et de nous penser autrement.

Un âge émerge qui se caractérise par l'articulation entre la réflexion sur notre finitude, l'acceptation de notre vulnérabilité et le vœu de coexister de manière plus juste avec les autres, humains et non-humains. Cet âge du vivant naît au moment où apparaît aussi une forme décomplexée de nihilisme qui trouve son expression dans l'exacerbation de la toute-puissance, militaire, technologique, la peur panique de ce qui échappe à notre maîtrise, le besoin de la domination et la violence à l'encontre des animaux, des femmes.

Nous nous trouvons entre deux âges : l'un qui tente de repenser l'humanisme à partir du respect de la nature, des animaux, de la reconnaissance de l'altérité, et l'autre qui est lié au fait que la fin des idéologies n'a laissé comme horizon aux individus que le capitalisme, avec son matérialisme et ses laissés-pour-compte, suscitant en retour une révolte contre l'Occident qui fait la part belle aux discours simplificateurs. L'écologie et la cause animale ont un enjeu stratégique, voire civilisationnel.

- Comment, en pratique, sortir de cette logique de domination et de captation

des ressources ?

C. P. : La sobriété ne se décrète pas. De même, si des dizaines de livres sur la souffrance animale n'ont pas permis d'améliorer leur condition, c'est parce qu'ils n'ont pas touché le cœur des individus. Quelles dispositions morales faut-il développer chez les êtres afin qu'ils aient du plaisir à prendre soin de la nature et des animaux, que cela devienne une composante du respect d'eux-mêmes ?

La sobriété implique un sentiment d'épanouissement lié à la tempérance. Cette vertu suppose un ensemble de représentations et un élargissement du sujet qui devient capable de s'intéresser à autre chose qu'à lui-même. Les affects sont seconds, comme chez Spinoza : l'envie est une passion triste produite par un rapport à soi où l'on se perçoit comme un empire dans un empire. Les individus ne modifieront pas leur style de vie sans une réforme intérieure, et donc sans une éthique qui désigne un processus de transformation de soi.

La violence quotidienne faite aux animaux est le tableau de notre honte commune. Seuls des êtres clivés peuvent accepter cette violence. Ils prôneront la bienveillance envers autrui et toléreront la maltraitance envers des êtres vulnérables ou feront en sorte de ne pas y penser. La question est de lever ces défenses et de transformer cette honte partagée en force politique. Lincoln est la figure dont nous pourrions nous inspirer. Car il a compris la profondeur des préjugés de ses adversaires qui cautionnaient l'esclavage. De même, on ne pourra pas améliorer le sort des animaux en accusant les éleveurs. Il faut modifier le système de production en donnant aux acteurs les moyens de le faire, et surtout innover pour qu'une autre manière de considérer les animaux s'impose à tous.

- Changer notre relation à la nature, est-ce une nouvelle manière de faire de la politique en osant l'utopie ?

C. P. : Ce n'est pas aux politiques mais aux philosophes de parler d'imaginaire et d'utopie. Les politiques doivent formuler des propositions concrètes et chiffrées et saisir le moment opportun pour opérer des réformes. Dans cette campagne, Benoît Hamon semble avoir compris que la question écologique pointait les contradictions d'un modèle de développement qui génère des contre-productivités sociales et environnementales majeures et qu'elle est aussi la chance d'une reconversion de l'économie. La question de savoir si toutes les solutions proposées sont à la hauteur

du diagnostic reste entière.

Les crises sont l'occasion de mettre à plat les choses et, aujourd'hui, beaucoup de gens savent qu'il faut promouvoir un autre modèle de développement. Il importe aussi de repenser le rôle de l'État et de l'Europe dans la lutte nécessaire contre la dérégulation. Les finalités du politique ne comprennent plus seulement la réduction des inégalités ou la sécurité, mais la protection de la biosphère, la prise en compte des intérêts des animaux et des générations futures deviennent de nouveaux devoirs de l'État.

- N'existe-t-il pas un risque de division des Français sur ces questions ?

C. P. : Dans une démocratie pluraliste, il n'y a pas de gourou nommant a priori le bien. Il faut débattre en suivant des procédures et adopter le point de vue élargi dont parlait Jürgen Habermas pour penser ce qui a du sens pour une communauté (et pas seulement pour soi) et trouver des compromis.

Sur les questions écologiques et animales, où nous avons affaire à des conflits d'intérêts et de valeurs, il est indispensable d'enrichir les débats afin de faire apparaître les conceptions philosophiques qui sous-tendent les prises de position. Chacun doit faire cet effort d'explicitation et tenir compte des autres. Les animalistes, par exemple, ne peuvent défendre les intérêts des animaux sans penser aussi à des solutions pour les éleveurs. C'est pourquoi, dans mon *Manifeste animaliste*, je parle de reconversion, de transition et d'innovation, et d'une stratégie à court terme et à long terme.

La démocratie suppose des individus capables d'argumenter et de construire le bien commun. Le changement ne s'oppose pas à l'esprit de conciliation et il n'ignore pas la tradition, car pour changer un système, même radicalement, il faut savoir se référer au passé. Sinon c'est du vent. À l'élite, politique et intellectuelle, de montrer l'exemple. Il y va du salut de la démocratie, loin de tout populisme.

Propos recueillis par Béatrice Bouniol.

Le Monde, 2 mars 2017

« Le jour où l'on prend conscience de l'intensité de la souffrance animale, tout s'écroule »

Auteure du récent *Manifeste animaliste. Politiser la cause animale* (Alma, 112 p., 10 €), Corine Pelluchon est spécialiste de philosophie morale et politique. L'un des pans de sa recherche concerne l'intégration, au cœur de nos démocraties, des questions écologiques et animales.

- La viande est-elle une question philosophique ? Depuis quand ?

Plutarque, né vers 46 ap. J.-C., a écrit un *Traité sur les animaux* dans lequel il montre que l'alimentation carnée n'est ni naturelle ni nécessaire quand on a en abondance des céréales et des fruits. On demandait à Pythagore, écrit-il, comment il pouvait être végétarien, mais c'est le fait de manger de la viande qui devrait étonner. En effet, les humains ne déchirent pas les animaux avec leurs dents, et ils ont besoin de cuire la viande pour masquer sa provenance. Ils oublient ainsi la violence liée à l'acte de tuer un animal. Plutarque, que Montaigne a lu, est l'une des figures du végétarisme antique. Il s'agit d'un végétarisme philosophique, qui pose la question de savoir qui je suis pour faire couler le sang des bêtes afin de me nourrir. Il y a, à mon avis, un autre végétarisme, lié aux conditions actuelles d'élevage et d'abattage et aux problèmes environnementaux.

- Quel est le chemin qui vous a menée à la cause animale ?

Pendant mon séjour aux Etats-Unis, en 2006-2007, j'ai lu les travaux de Peter Singer et de Tom Regan. J'enseignais l'éthique médicale à l'université de Boston et travaillais sur les catégories de la responsabilité et de la vulnérabilité, sur l'identité telle qu'elle est mise au défi par la maladie d'Alzheimer, ce qui allait donner lieu à *L'Autonomie brisée* (PUF, 2009). Tout de suite, je me suis démarquée des travaux sur l'éthique animale qui partent du statut moral et juridique des animaux et dénoncent les abus que ces derniers subissent. Ce qui m'intéressait, c'était de construire un concept de responsabilité qui caractérise les humains mais qui s'étende aussi aux animaux avec lesquels nous partageons la vulnérabilité. Dès *Eléments pour une éthique de la vulnérabilité* (Cerf, 2011), je fais ce lien entre un nouvel humanisme et l'animalisme (l'engagement pour les animaux). La question animale s'imposait à la fois comme une question ontologique (elle remet en cause la plupart des catégories ayant servi à penser l'identité humaine) et comme une question stratégique, qui met au jour l'injustice de notre justice, le fait que nous organisons la

coexistence avec les animaux en nous octroyant une souveraineté absolue sur eux.

Je suis végétarienne depuis 2003, mais c'est en 2007 que j'ai vraiment pris conscience de l'intensité de la souffrance animale. La question animale est devenue la question de ma vie. Et, curieusement, plus ça va, plus c'est douloureux.

- Dans *Manifeste animaliste*, vous écrivez que, quand nous tuons des animaux, nous sommes en guerre contre nous-mêmes. Qu'est-ce à dire ?

La maltraitance animale est un coup de projecteur sur un système, appelons-le capitaliste, qui est fondé sur l'exploitation illimitée des vivants, animaux et humains. Ce système contre-productif sur le plan environnemental et social vide le travail de son sens et pousse à des aberrations (des vaches laitières qui ont des mammites et boitent, etc.). De plus, cette violence implique une dégradation de l'humain : pour supporter ce qui est fait aux animaux, qu'on soit consommateur ou acteur de ces filières, il faut s'insensibiliser, refouler toute pitié. Tout le monde sait ce qu'il se passe, mais beaucoup de personnes ne veulent le voir de peur de souffrir et d'avoir honte. Cela explique leur indifférence. Il est vrai que, le jour où l'on prend conscience de l'intensité de la souffrance animale et du nombre d'animaux sacrifiés, tout s'écroule. C'est pourquoi, au lieu d'accuser les gens, il est important de les aider à passer de l'autre côté du miroir afin qu'ils aient la force de changer leurs habitudes et d'agir pour sortir d'un modèle de développement devenu infernal. Aujourd'hui, environ 85 % de la production est intensive (avec castration à vif des porcelets, etc.) ! Nous avons laissé s'installer sur terre un enfer pour les animaux.

- Pourquoi faut-il « politiser la cause animale » ?

- La théorie politique du droit des animaux correspond à une nouvelle vague de la question animale, avec les travaux de Donaldson et Kymlicka (*Zoopolis*, Alma, 2016). Cette politisation est liée à un sentiment d'échec : après quarante-cinq ans de créativité théorique, rien n'a changé pour les animaux. Politiser la question animale, ce n'est pas seulement parler des droits des animaux, mais penser la justice, en prenant en compte leurs intérêts dans nos politiques publiques. Le point de départ est la reconnaissance de la communauté mixte que nous formons avec eux - ou « zoopolis ». Quand on construit des ponts ou qu'on pratique l'élevage, on a un impact sur les animaux. Pourtant, les règles de la vie politique sont déterminées au seul bénéfice des humains. Au lieu de considérer la question animale comme un îlot

éthique, il s'agit de l'intégrer à une théorie globale (ce que je fais en l'intégrant à une philosophie de la corporéité, qui fait surgir un sujet relationnel sur lequel s'appuie une théorie politique prenant en compte les intérêts des humains et des animaux).

Mon *Manifeste animaliste* offre des repères pour faire avancer la cause animale en respectant les règles de la démocratie. Pour cela, il est nécessaire de prendre au sérieux la profondeur de nos préjugés spécistes et d'avoir de la bienveillance à l'égard de ceux que l'on veut convaincre, comme Abraham Lincoln, dans son combat pour l'abolition de l'esclavage, l'avait compris.

Propos recueillis par Julie Clarini

Sciences humaines, février 2017

La question animale a fait irruption dans le paysage médiatique. On ne compte plus les scandales impliquant des abattoirs, les actions militantes en faveur des animaux et les articles ou émissions de radio sur le véganisme. Or cette question a pris une tournure éminemment politique. Les militants animalistes réclament en effet que l'on cesse d'utiliser les animaux pour la nourriture, l'habillement, les loisirs, etc. Certains d'entre eux ont créé en novembre 2016 le premier parti politique français dédié à cette cause, le Parti animaliste. L'objectif est de placer la question animale au cœur des débats politiques pour qu'un jour l'exploitation des animaux cesse.

En publiant ce manifeste, la philosophe Corine Pelluchon s'inscrit dans ce mouvement de politisation de la question animale. Elle commence par rappeler que la façon dont nous traitons les animaux va à l'encontre de l'idée de justice sur laquelle notre société est bâtie. Elle rattache ensuite les revendications des défenseurs des animaux aux grands mouvements historiques d'émancipation, notamment celui de l'abolition de l'esclavage. Puis, elle fait des propositions concrètes qui pourraient, espère-t-elle, faire consensus. L'idée forte de son programme est d'offrir des compensations financières à ceux qui sont susceptibles d'être lésés par l'arrêt de l'exploitation des animaux.

En dehors de quelques mesures immédiates, comme l'abolition de la corrida, C. Pelluchon est une adepte de la méthode progressive. Elle estime par exemple qu'il

faut encourager le passage de l'élevage intensif à l'élevage extensif avant d'en appeler à son abolition. Le problème est que certains défenseurs des animaux pensent qu'il est plus sensé de demander une abolition immédiate car, selon eux, on ne combat pas l'injustice par des demi-mesures. Il n'est donc pas sûr que la philosophe fasse consensus dans son propre camp, pour ne rien dire de l'opinion du reste du monde. Mais son manifeste a le mérite de lancer ce débat complexe dans l'arène publique.

Le Monde des livres, 3 février 2017

Intérêts animaux

«Animalistes de tous les pays, unissez-vous » ! C'est par cet appel que la philosophe Corine Pelluchon conclut son manifeste pour la défense de la cause animale, dans lequel elle expose les grandes idées du mouvement (antispécisme, droits des animaux, leur qualité de sujets moraux et politiques). Le but de ce petit livre est moins de convaincre le mangeur de viande indécis que de rassembler et politiser les personnes déjà sensibles à cette cause. Il est temps, selon l'auteure, que l'animalisme devienne une «force politique et sociale», inséparable de la lutte contre les autres formes d'exploitation et d'injustice (racisme, sexisme). Après avoir énoncé les conditions théoriques de la prise en compte des intérêts animaux en politique, elle détaille les propositions concrètes qui pourront mener progressivement à la fin de l'exploitation animale, en prenant soin de distinguer ce qui est applicable à court terme (interdiction de la corrida, du foie gras, de la fourrure) et à long terme (reconversion des travailleurs de l'élevage intensif). Douce transition vers un monde meilleur.

Céline Henne

Charlie Hebdo, 11 janvier 2017

L'Humanité sinon rien

Depuis déjà un bon paquet d'années, on s'éloigne de plus en plus de l'esprit de la «mémère à chienchien», et c'est une bonne chose. Cela dit, même si elles nous agacent, on peut aussi être touché par ces mémés-là, qui, en comparaison des nombreux tortionnaires existants, ne font de mal à personne en se faisant plaisir. Mais « aimer les animaux » de cette seule façon ne suffit évidemment pas à les protéger. A l'heure où le regard sur nos « frères inférieurs » commence enfin à se modifier, grâce essentiellement aux associations de protection animale, cette avancée demeure insuffisante tant le boulot qui reste est énorme. Car il n'y a qu'une façon, et une seule, de les considérer et de respecter, au sens propre du mot, leur existence.

Ce *Manifeste animaliste* tient en une centaine de pages. Tout y est développé, énoncé clairement, rassurant pour les trouillards spécistes qui craignent, ô sacrilège, imaginez, que les animaux ne soient considérés comme «leurs égaux».

Pas de panique ! On est bien d'accord, inutile de compter sur eux pour démontrer le théorème de Pythagore - sur moi non plus, d'ailleurs. Égaux, nous le sommes, certes, par ce que nous éprouvons- la faim, la soif, le froid, la chaleur, l'angoisse, le stress, la douleur, la peur - et recherchons - l'amour, l'affection, les caresses, la tendresse, tous ces ressentis sont du même ordre. Les animaux ne seront pas pour autant des «citoyens». Mais, avant tout, pour être prise au sérieux, la cause animale, érigée au juste rang de «cause de l'humanité» par Corine Pelluchon, doit être politisée, c'est incontournable.

La philosophe a tout compris, depuis toujours, et ce, bien avant la (très bonne) littérature florissante régulièrement consacrée au sujet. Pour preuve l'émergence, en novembre dernier, d'un Parti animaliste, inédit en France, destiné à pallier le manque et la lâcheté de la classe politique, d'une importance capitale, si tant est que les candidats à la présidentielle et aux législatives- s'emparent des divers thèmes dans leurs campagnes respectives. Et c'est pas gagné. Allez, un peu de courage!

Luce Lapin

Femme majuscule, janvier 2017

Cause animale, pourquoi fait-elle recette ?

Tout comme la plupart des pays du monde ont un jour aboli l'esclavage certains militants se revendiquent en effet « abolitionnistes » et réclament la fin définitive de l'élevage. C'est le cas, entre autres, de l'association L214. Alors que la mise à mort programmée des animaux élevés dans le but de nourrir les hommes existe depuis le Néolithique une telle proposition est-elle réaliste ? Un tel projet est à l'horizon du combat, mais il n'est sans doute pas réalisable dans l'immédiat. Il faut d'abord travailler à la reconversion des personnes travaillant dans l'exploitation animale. Les militants de la cause animale doivent, de plus, se garder de trop de dogmatisme. Qualifier les éleveurs de bourreaux et les mangeurs de viande d'assassins n'est pas un bon moyen de servir la cause. « On ne peut la défendre si on hait l'humanité. Il faut faire la paix avec soi et avec autrui pour porter ce combat, remarque Corine Pelluchon, philosophe, spécialisée en éthique et philosophie politique. En revanche, à court terme, il me semble tout à fait possible de revenir à un élevage extensif, respectueux des bêtes. A condition, bien sûr, d'accompagner les éleveurs dans cette transition, de leur verser même un salaire compensatoire. Et d'opter pour un protectionnisme partiel sur les produits animaliers, en interdisant l'importation de viande produite à bas coût à l'étranger et en encourageant chez nous les circuits courts. Cela suppose évidemment un volontarisme politique fort », propose-t-elle.

Selon cette spécialiste, les dénonciations et l'indignation ne suffisent plus, il est maintenant nécessaire de passer à la politisation de la question animale pour établir les règles d'une juste coexistence entre humains et animaux. Elle expose les moyens d'y parvenir dans son *Manifeste animaliste – Politiser la cause animale* - paru ce mois de janvier aux Editions Alma. Une première marche a été gravie avec le vote de la loi du 28 janvier 2015. Désormais, l'animal est reconnu dans le Code civil il comme un « être vivant doué de sensibilité ». « Cette loi est une avancée, mais il faut aller plus loin La prise en compte des intérêts des animaux doit figurer dans la Constitution. Elle est un devoir d'Etat. Nous devons aussi imaginer un aménagement de nos institutions démocratiques afin d'assurer la représentation des animaux, comme je l'ai proposé dans *Les Nourritures* et dans *Manifeste animaliste*. Cela ne passe pas par la création d'un secrétariat d'Etat, mais plutôt par la mise en place d'un groupe de personnes qui veilleraient de manière transversale à ce que les projets de loi dans les domaines de l'agriculture, des transports, de l'aménagement du

territoire, etc. respectent les intérêts des animaux », avance-t-elle. Une évolution que la philosophe ne juge absolument pas utopiste, mais réaliste car elle va dans le sens de l'histoire. «Après les esclaves, les enfants, les femmes les minorités, c'est au tour des animaux d'être protégés par la loi contre l'arbitraire des plus forts C'est inéluctable». conclut Pierre Jouventin. Une belle et ambitieuse perspective.

Isabelle Gravillon

L'Humanité, 17 novembre 2016

Notre existence est une coexistence

Le fait que de nombreuses espèces animales et végétales disparaissent à un rythme sans précédent soulève un problème philosophique majeur : au-delà des risques environnementaux et sanitaires que l'érosion de la biodiversité fait courir à l'humanité, c'est la manière dont nous habitons la Terre qui est remise en question. En prélevant les ressources sans veiller à la capacité des écosystèmes à se restaurer et sans tenir compte des animaux, nous sommes aveuglés par la recherche du profit immédiat. Notre indifférence à l'égard des générations futures et des autres vivants n'est pas seulement une faute morale, c'est une injustice. En agissant comme si les terres, les mers et les autres vivants n'étaient faits que pour nous et comme si les forêts étaient vierges, nous nous octroyons une souveraineté absolue sur tout ce qui existe. Elle n'a pas grand-chose à voir avec le modèle de l'homme comme intendant d'un dieu créant les animaux selon leur espèce (Genèse I, 24), et non selon notre point de vue. Ce modèle, qui a prévalu en Occident jusqu'à l'âge moderne, a été remplacé depuis la révolution industrielle par celui du despote, usant et abusant de tout ce qui est utile à sa conservation et à son bien-être. La satisfaction et la jouissance individuelles sont alors promues au rang d'idéaux que la démocratie représentative sert et que le marché façonne.

L'anthropocène désigne le dérèglement de la biosphère causé par l'explosion des flux de matière et d'énergie liée à nos activités et à la démographie. Pourtant, nous continuons de raisonner comme si les droits de l'homme étaient fondés sur l'individu conçu de manière atomiste. Coupé des autres vivants et défini par sa capacité à faire

des choix et à en changer, il ne reconnaît à sa liberté qu'une seule limite : ne pas créer de dommage aux autres personnes actuelles, surtout à celles qui lui ressemblent. C'est ce fondement du droit qui doit changer parce qu'il est incompatible avec le respect des autres formes de vie, des autres cultures et, plus généralement, d'autrui. Les droits de l'homme, écrivait Claude Lévi-Strauss, « trouvent leur limite à ce moment précis où leur exercice entraînerait, ou risquerait d'entraîner, l'extinction d'une espèce animale ou même végétale (...). Il faudrait poser au départ une sorte d'humilité principielle. L'homme, commençant par respecter toutes les formes de vie en dehors de la sienne, se mettrait à l'abri du risque de ne pas respecter toutes les formes de vie au sein de l'humanité même » (C. Lévi-Strauss, *le Monde*, 21 janvier 1979). Bien plus, si notre existence est une coexistence, la justice suppose que les règles de la cohabitation avec les animaux ne peuvent plus être définies au seul bénéfice des humains. Les animaux sauvages, qui désirent vivre selon leurs normes propres sur des territoires qu'ils ont choisis, ont le droit d'exister. Leur existence nous oblige : notre droit de nous emparer de toutes les terres et d'exploiter les océans est limité et, dans l'architecture et l'urbanisme, nous devons prendre en considération les animaux.

Le respect de la biodiversité et la justice intergénérationnelle conduisent à une réinterprétation des droits de l'homme, comme on le voit avec la « déclaration universelle des droits de l'humanité » de Corinne Lepage. Il s'agit de faire un pas supplémentaire. Parce que nous respirons, mangeons et occupons l'espace, nous ne sommes jamais seuls. La justice n'est pas seulement liée à la conciliation des libertés individuelles et à la sécurité ; le partage de l'espace et des nourritures et la protection de la biosphère sont aussi des finalités du politique. L'écologie et la question animale s'installent au cœur d'un nouveau contrat social.

INTERNET

Médiapart, 5 mai 2017

Le "point aveugle" des politiques et des médias (y compris Médiapart)

<https://blogs.mediapart.fr/babette-grivinci/blog/060517/le-point-aveugle-des-politiques-et-des-medias-y-compris-mediapart>

Au XVIIIème siècle, au lendemain de la Révolution a été écrite et consacrée la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Pourtant ce n'est qu'en 1945 que la femme a obtenu le simple droit de voter. En 1790, elle n'était donc pas concernée par cette merveilleuse Déclaration, elle était là mais elle restait "invisible"... On appelle ça le "point aveugle" ou "blind spot" en anglais.

En mai 2017, un point aveugle crucial, prépondérant, réside dans l'incapacité de percevoir l'importance phénoménale de l'exploitation démesurée, cruelle et absurde des animaux et qui n'a fait qu'augmenter depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Depuis des mois, partout, les principaux sujets de discussions en relation avec l'élection présidentielle, ne se concentrent que sur quatre points : l'Europe, l'économie, le chômage ou l'emploi et les invraisemblables tirs à balles perdues des uns contre les autres : Mélenchon-ci, Mélenchon-ça, Fillon-ci, Fillon-ça, Macron-ci, Macron-ça, Le Pen-ci, Le Pen-ça, etc. (...).

Pendant ce temps-là, des milliards d'individus sensibles, dont on sait pertinemment maintenant qu'ils peuvent souffrir autant que nous, qu'ils peuvent éprouver de la terreur, qu'ils possèdent une intelligence et une mémoire que beaucoup d'humains pourraient envier, qu'ils s'épanouissent et se sentent heureux dans un environnement bienveillant, qu'ils savent jouer, inventer, montrer leur affection... ces individus, chaque jour, sont traités avec le plus grand mépris, torturés, massacrés, utilisés comme de simples objets, et tout ceci avec l'accord des Etats et l'indifférence des Médias.

Voici ce qu'en dit Corine Pelluchon dans son *Manifeste animaliste* :

" Nos rapports aux animaux sont un miroir dans lequel nous voyons ce que nous sommes devenus au fil des siècles. Ce ne sont pas seulement les horreurs dont notre espèce se rend coupable en exploitant d'autres êtres sensibles qui apparaissent dans ce miroir mais le visage blafard d'une humanité en train de perdre son âme.

Les cages où des milliards de lapins, de poules, de canards, de truies, de renards et de visons, de souris et de singes, de chiens et de chats sont enfermés pour produire de la viande, être dépecés ou servir de matériel d'expérimentation, les delphinariums et les cirques où les cétacés, les éléphants et les fauves, brisés par la privation de liberté,

sont contraints de se donner en spectacle en échange d'un peu de nourriture ou par crainte du fouet (ou autre instrument de répression, comme le bullhook ou l'ankus), sont le tableau de notre honte commune. Aucune description ne peut en reconstituer l'infinie tristesse..."

Tant que nous, humains, estimerons que la vie des animaux n'a pas d'autre valeur que celle qui nous convient, pour notre alimentation, pour s'habiller, pour se distraire, pour s'enrichir, pour servir de "tests" ou de boucs émissaires, tant que nous n'aurons pas compris qu'ils ont une vie à eux qui leur est propre, nous resterons des sous-hommes et nous perpétuerons les guerres, les malheurs et les injustices vis-à-vis de nos semblables.

Babette Grivinci

Ballast, 10 avril 2017

www.revue-ballast.fr/corine-pelluchon-cause-animale-va-sens-de-lhistoire

Je crois que le féminisme et, au-delà, la question du féminin sont au cœur de ce combat animaliste, mais pas seulement au sens où vous en parlez. Car tout le monde a quelque chose à gagner avec la fin de la vivisection, qui n'a aucun sens aujourd'hui, à l'époque des ordinateurs. La fermeture des abattoirs, qui n'est pas pour demain, pose d'autres problèmes ; elle n'aurait de sens que si tout le monde cessait de manger de la viande, et ce n'est pas encore le cas. L'analogie entre le sexisme et le spécisme, qui sont deux discriminations, est intéressante car il s'agit d'injustices reposant sur des préjugés. Cependant, les femmes peuvent se défendre seules et elles l'ont montré, même si rien n'est jamais acquis, alors que les animaux ont besoin des humains pour que leur droit à la considération morale et leur droit à avoir des droits soient reconnus et deviennent effectifs. L'analogie n'est donc pas complète pour cette raison et pour d'autres. Maintenant, la violence exercée à l'encontre des animaux et des femmes a ceci de commun qu'elle est toujours une violence exercée sur le corps des êtres et qu'elle résulte de la domination, de la volonté de s'approprier un être, de nier ou d'amoindrir sa valeur. Elle reflète de la part de ceux qui l'exercent la difficulté à accepter l'altérité et avoir un rapport à autrui qui passe par le respect. La promotion

d'un rapport au vivant et aux autres qui ne soit pas caractérisé par la domination est l'un des enjeux du travail philosophique que je poursuis. En cela, il rencontre de manière essentielle des thèmes souvent investis par les féministes et qui, à mon avis, expriment ce que le féminin a à apporter à la pensée et au politique, au-delà même des combats des féministes.

BALLAST : Abraham Lincoln apparaît sous votre plume, comme possible modèle. Ce parallèle avec la situation esclavagiste choque certains. Pourquoi cette incompréhension ?

C. P. : Je ne compare pas les animaux aux anciens esclaves noirs mais m'inspire de Lincoln pour penser une stratégie afin de politiser la cause animale. Lincoln, pour des raisons liées aussi à ses traits moraux, est un homme politique qui me sert de modèle : il a compris que la cause de l'esclavage était aussi la cause de l'humanité, que cette institution était contraire aux droits de l'homme, à la déclaration d'Indépendance, et qu'il s'agissait d'un système d'exploitation inique. Il s'efface derrière cette cause universelle, et, en pleine guerre de Sécession, dit aux esclavagistes du Sud que, s'ils sont d'accord pour arrêter l'esclavage, ils auront des délais et une compensation financière. Cette solution, proposée en 1862, ne sera pas suivie, mais elle est intéressante. Lincoln mesure la profondeur des préjugés racistes et ne fait pas des esclavagistes du Sud, que pourtant il combat, des bourreaux. Cette prudence et cette grandeur d'âme sont salutaires.

BALLAST : Vous refusez de voir dans les éleveurs « des ennemis ». C'est une position qui n'est pas partagée par l'ensemble du mouvement animaliste/antispéciste : cela tient-il de votre exhortation à la « générosité » vis-à-vis d'autrui, à votre refus du cercle pureté/impureté ?

C.P.M. : Pensez-vous que l'on arrivera à améliorer les conditions de vie des animaux si on ne propose pas des solutions de reconversion aux éleveurs et, dans un premier temps, des mesures logistiques et financières pour qu'ils puissent sortir de l'enfer de l'élevage intensif ? Sans des propositions économiques et sans un volontarisme politique, c'est l'intensification de l'élevage intensif que l'on verra, surtout si le CETA, le Traité de commerce et d'investissement avec le Canada, est adopté. Il n'y a pas, sous ma plume, que des mesures « molles », mais aussi des revendications non-négociables qui impliquent la suppression de pratiques (la fourrure, la chasse à

course, le foie gras, la captivité des animaux sauvages, etc.) Évidemment, parler de consensus possible à propos de ces sujets difficiles suppose de rappeler qu'un consensus n'est pas un accord a priori et aisé...

(Extrait d'un entretien avec Corine Pelluchon sur le site de Ballast).

La Tribune, 4 avril 2017

Animal, matière première ou sujet politique ?

<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/animal-matiere-premiere-ou-sujet-politique-635949.html>

Loin de diminuer, la consommation de viande au niveau mondial tend à augmenter (+ 4% par an en Asie), la stagnation dans certains pays développés étant largement compensée par la hausse dans les pays émergents. Cela s'explique d'une part par la croissance de la population de la planète mais aussi par l'extension d'une nouvelle classe moyenne émergente qui adopte les standards de l'alimentation des pays riches. Ainsi la moyenne de la consommation de viande au niveau mondial est passée de 24 kg par personne dans les années 1960 à 43 kg aujourd'hui (86,3 kg en France, le double de la moyenne mondiale).

Pour nourrir l'humanité, l'industrie de la viande (312 millions de tonnes en 2014) doit tuer plus de 60 milliards d'animaux (les plus nombreux étant les porcs) et des poissons (154 millions de tonnes ont été pêchés) auxquels s'ajoutent les produits d'origine animale comme les œufs, le lait et ses dérivés (fromages...).

Cette augmentation de la consommation des animaux traduit un échec partiel de la lutte en faveur de leurs droits. Partant de ce constat, la philosophe Corine Pelluchon appelle dans son *Manifeste animaliste* à passer à une nouvelle étape et à « politiser la cause animale ». En à peine plus de 100 pages, elle réussit la gageure de faire l'histoire de la question animale, la réinscrire dans le champ politique, et avancer des mesures concrètes, le tout à destination d'un large public (le glossaire est instructif).

Pourquoi une telle démarche ? D'abord parce que la façon dont nous traitons les animaux - majoritairement ceux que nous élevons dans des conditions particulières dans le but de les abattre pour manger leur chair - en dit long sur l'état réel de notre

société et son avenir, aux yeux de cette professeure de philosophie à l'université Paris-Créteil. Spécialiste de philosophie politique et de bioéthique, et auteure de nombreux livres, sa réflexion sur la question animale s'intègre dans un travail plus large visant à repenser notre rapport actuel au monde, ce qui l'a amenée à travailler sur des cas particuliers comme par exemple celui des personnes qui se retrouvent dans les unités de soins palliatifs, interrogeant ainsi la façon dont nous traitons la mort et la souffrance dans nos sociétés actuelles.

Ainsi, écrit-elle, « l'âge du vivant implique de refonder l'éthique et la politique sur une philosophie du sujet qui inclut nécessairement la question animale dans un projet de reconstruction sociale et démocratique. Cette articulation entre anthropologie et politique ouvre la voie à un programme permettant de définir les règles d'une juste coexistence entre les humains et les animaux, une coexistence qui est notre avenir, à la fois sur le court terme et sur le long terme. »

Comme Sue Donaldson et Will Kymlicka dans *Zoopolis* (Alma, 2016), Corine Pelluchon veut éviter l'écueil utopiste, en avançant des arguments et en proposant une méthode. Pour mener un combat politique, rappelle-t-elle, il faut tenir compte de trois niveaux : normatif (les valeurs sur lesquelles il repose), représentatif (par la démocratie représentative), effectif dans l'espace public.

Pour ce faire, elle nourrit sa réflexion en s'inspirant du combat politique mené par Abraham Lincoln dans sa lutte contre l'esclavage qui est passé précisément par le combat politique pour faire changer radicalement un statut qui était tellement enraciné et admis dans l'opinion qu'il en paraissait naturel.

La troisième partie est plus spécifiquement consacrée aux « propositions concrètes » susceptibles de « faire un large consensus » bien au-delà de la seule sphère des militants : suppression de la chasse à courre, de la fourrure et du foie gras, ou encore la corrida.

Livre d'intervention politique, engagé, mais lucide - « Il n'est pas sûr que nous puissions assister de notre vivant à la fin de l'exploitation animale », admet-elle -, ce manifeste entend donc donner une nouvelle dimension à la question animale : « Le mouvement animaliste est arrivé à l'âge adulte et la question animale doit entrer en politique. »

Indice de cette certitude, un Parti animaliste transnational a été récemment créé

dont le mot d'ordre pourrait reprendre la phrase conclusive du petit livre de Corine Pelluchon « Animalistes de tous les pays, de tous les partis et de toutes les confessions, unissez-vous ! » imitant ainsi celle d'un autre manifeste politique qui changea le cours de l'histoire.

Robert Jules

Non fiction, 22 janvier 2017

http://www.nonfiction.fr/articleprint-8703-un_tournant_dans_la_cause_animale.htm

Dans un passage peu connu de son journal de voyage paru sous le titre de *Par les champs et par les grèves*, Flaubert évoque sa visite d'un abattoir à Quimper au milieu du XIXe siècle : « Les bouchers besognaient, les bras retroussés. Suspendu, la tête en bas et les pieds passés par un tendon dans un bâton tombant du plafond, un bœuf, soufflé et gonflé comme une outre, avait la peau du ventre fendue en deux lambeaux. (...) Les entrailles fumaient ; la vie s'en échappait dans une bouffée tiède et nauséabonde. Près de là, un veau couché par terre fixait sur la rigole de sang ses gros yeux ronds épouvantés, et tremblait convulsivement malgré les liens qui lui serraient les pattes. (...) On distinguait la voix de ceux qu'on tuait, celle de ceux qui mouraient, celle de ceux qui allaient mourir. (...) En ce moment, j'ai eu l'idée d'une ville terrible, de quelque ville épouvantable et démesurée, comme serait une Babylone ou une Babel de cannibales où il y aurait des abattoirs d'hommes ; et j'ai cherché à retrouver quelque chose des agonies humaines dans ces égorgements qui bramaient et sanglotaient. J'ai songé à des troupeaux d'esclaves amenés là, corde au cou, et noués à des anneaux pour nourrir des maîtres qui les mangeaient sur des tables d'ivoire, en s'essuyant les lèvres à des nappes de pourpre. Auraient-ils des poses plus abattues, des regards plus tristes, des prières plus déchirantes ? »

L'hypothèse fait en effet froid dans le dos : se pourrait-il qu'un jour nous traitions nos semblables comme nous traitons les animaux ? Mais le plus remarquable dans le texte de Flaubert est qu'il n'est pas nécessaire d'en lire les dernières lignes pour être terrifié par la description qui s'y trouve : comment est-il possible qu'une telle horreur

puisse se produire au vu et au su de tous aux portes de nos villes ? N'est-ce pas précisément parce que nul n'y trouve à redire que l'on peut supposer que le jour viendra où ce sont des hommes que l'on mènera à l'abattoir ?

Le traitement que nous réservons aux animaux (et particulièrement aux animaux de boucherie) révèle, mieux que tout autre peut-être, ce que nous sommes et le type de société dans lequel nous vivons. Telle est la conviction fondamentale qui anime l'essai que Corine Pelluchon vient de publier en lui donnant la forme d'un manifeste, c'est-à-dire d'un ouvrage bref, accessible et écrit dans un style vigoureux. «Nos rapports aux animaux sont un miroir dans lequel nous voyons ce que nous sommes devenus au fil des siècles», déclare-t-elle dans la phrase d'introduction. «Ce ne sont pas seulement les horreurs dont notre espèce se rend coupable en exploitant d'autres espèces sensibles qui apparaissent dans ce miroir, mais le visage blafard d'une humanité en train de perdre son âme.» Il importe en effet de bien voir que le sort des animaux est intimement lié au destin de l'humanité elle-même et que le combat que nous livrons au nom de ceux-là décide dans une large mesure de l'avenir de nos sociétés. Si un autre modèle de développement que celui qui est fondé sur les normes d'une économie de marché mondialisée est requis, c'est d'un seul et même mouvement pour soustraire les animaux aux violences sans nom qui leur sont infligées et qui sont «notre honte commune», et pour nous donner à nous-même une «chance de reconstruction sociale, politique et spirituelle».

De là la nécessité de promouvoir un autre type de société qui, tout en nous réconciliant avec nous-mêmes, serait plus juste avec les animaux. L'ampleur d'un tel projet impliquerait une analyse détaillée des facteurs, à la fois anthropologiques, économiques et politiques, qui expliquent l'incroyable résistance du système d'exploitation des animaux, partout dénoncée aujourd'hui, y compris par ceux qui y participent directement et qui en paient les conséquences. Mais ce projet n'est pas exactement celui que se donne ici Corine Pelluchon qui – si elle ne manque pas de poursuivre son enquête fondamentale sur la manière dont nous pensons notre condition et acceptons notre finitude et notre vulnérabilité, dans le prolongement de *L'autonomie brisée* (PUF, 2009), de *Éléments pour une éthique de la vulnérabilité* (Le Cerf, 2011) et de *Les Nourritures* – situe sa réflexion à un autre niveau : celui de la politique, en faisant la proposition originale, dont on ne trouve guère d'équivalent

dans les publications françaises, de politiser la question animale. «Comprendre ce qui est en jeu dans la maltraitance animale, écrit-elle en ce sens, c'est à la fois mesurer le mal dont nous sommes capables et s'aventurer sur un chemin qui ouvre des perspectives prometteuses, à la fois sur le plan théorique et pratique, individuel et collectif.»

Mais pourquoi faudrait-il politiser la question animale ? Quel pourrait bien être l'apport d'une théorie politique par comparaison, par exemple, avec l'éthique animale ou le droit animalier ? Notons tout d'abord qu'il n'entre nullement dans les intentions de Corine Pelluchon de substituer purement et simplement une politique animale à l'éthique animale déjà existante, laquelle est à l'origine d'une vaste littérature qui a profondément renouvelé la réflexion sur le sujet. L'auteure elle-même est manifestement nourrie de cette littérature comme l'attestent les pages remarquables qu'elle rédige sur la pitié comme sentiment d'indentification immédiate qui n'est certes pas la morale ni la justice, mais en l'absence de laquelle la morale et la justice ne serait rien.

Une fois encore, son propos est plus précis : s'il faut politiser la question animale, c'est parce que force est de constater qu'«après plus de quarante-cinq ans de créativité intellectuelle employée à rénover les critères de l'éthique et du droit de l'animalité, le sort des animaux ne s'est pas amélioré». Aussi profondes et stimulantes que soient les diverses théories élaborant les conditions sous lesquelles des droits peuvent être reconnus aux animaux, la voie de l'argumentation rationnelle n'a pas réussi à «motiver les individus à changer leurs styles de vie ni à installer la question animale au cœur du politique». Et un peu plus loin : «Nous n'avons jamais autant débattu des conditions de vie et de mort des animaux, mais, dans les faits, rien ne change pour eux.» C'est ce constat d'échec – malheureusement difficilement contestable – qui doit conduire à adopter une approche différente : une approche proprement politique.

Les antécédents historiques extrêmement significatifs (car intimement liés à la cause animale) pourraient fournir de ce point de vue à la fois des repères stratégiques et des encouragements, à commencer par l'abolition de l'esclavage, de la peine de mort ou l'affirmation de l'égalité entre les hommes et les femmes, pour lesquelles la volonté politique a joué un rôle décisif. Mieux encore : dans le cas de la libération des

esclaves, dont il est longuement question dans l'essai de Corine Pelluchon, non pas pour comparer les animaux d'élevage aux anciens esclaves, mais pour s'inspirer de la stratégie politique de Lincoln, il est bien évident que la lutte pour l'affranchissement d'une race enchaînée visait aussi bien à la reconstruction du monde social. Il ne s'agissait pas de la destruction pure et simple d'un système honni, mais de la transition vers un modèle social et économique plus juste où s'imposait le respect des droits de l'homme - et aujourd'hui, selon une progression historique que l'auteure s'efforce d'élucider, où celui du vivant serait reconnu.

Si nous admettons la validité de l'argumentation à multiples niveaux faisant valoir la nécessité d'une politisation de la question animale, que peut bien signifier une telle proposition ? Veut-on nous faire croire, sous couvert d'une revendication de justice envers les animaux, que ces derniers doivent être tenus pour nos concitoyens ? Corine Pelluchon se risque-t-elle à décliner une théorie de la représentation politique des animaux, appelant de ses vœux l'avènement d'un parlement des bêtes qui prendrait place aux côtés de celui des choses ?

L'un des grands intérêts de son essai tient précisément à ce qu'il ne défend pas une théorie de la représentation politique des animaux, et qu'il ne fait pas de ces derniers des citoyens! Reprenant à son compte de manière créative le projet de zoopolitique de Will Kymlicka et Sue Donaldson dans un ouvrage fondamental récemment traduit en français (comprenant une excellente postface de Corine Pelluchon) , l'auteure distingue subtilement entre le statut de citoyen et celui de sujet politique, en soulignant qu'en toute rigueur le premier ne peut pas être attribué aux animaux, faute de pouvoir leur reconnaître la capacité de concevoir un intérêt général formant l'esprit de la communauté, et que seul le second peut permettre de qualifier de façon appropriée les modalités selon lesquelles les animaux partagent avec nous le même territoire ou le même monde, possèdent des intérêts qu'ils cherchent à défendre et des préférences qu'ils ont la faculté de communiquer. Les animaux peuvent être tenus pour des sujets politiques parce qu'ils sont doués d'une agentivité qui constitue le point de départ des négociations que les humains vont devoir conduire entre eux, pour établir les règles équitables de la coexistence entre humains et non-humains. Ces règles ne se présenteront pas fondamentalement sous la forme d'interdictions (ou de ce que l'on appelle encore des obligations négatives), mais bien sous la forme

d'obligations positives, visant non seulement à faire le moins de mal possible aux animaux mais encore à garantir la préservation de leurs intérêts, en définissant ces derniers au plus près de la réalité vécue par les animaux qui diffèrent les uns des autres selon qu'ils sont des animaux domestiques, sauvages ou liminaires.

Tels sont les fondements, rapidement esquissés, de la théorie politique qu'avance Corine Pelluchon, dont l'une des grandes qualités tient à ce qu'elle apparaît de bout en bout parfaitement crédible et réalisable. L'auteure ne se fait aucune illusion sur la difficulté qu'il y a à faire entrer en politique la question animale. Il est bien évident que les animaux ne se verront reconnaître des droits et le statut même de sujet politique que si les humains décident de le faire. En l'absence d'êtres humains négociant souvent au cas par cas l'intégration des intérêts des animaux à la définition du bien commun, la condition de ces derniers ne s'améliorera pas. Ce qui suppose que certains d'entre nous – de plus en plus nombreux – aient le désir de modifier le sort réservé aux animaux dans nos sociétés, et qu'ils fassent l'effort de défendre ces derniers devant d'autres êtres humains qui, comme l'écrit avec lucidité Corine Pelluchon, «ne seront pas forcément disposés à accepter ce changement qui modifie le sens et les finalités du politique et a des conséquences majeures sur leurs activités économiques et leur vie quotidienne». On pourrait aussi bien sûr rêver d'une sorte de prise de conscience mondiale et d'un sursaut antispéciste, mais faire dépendre l'amélioration de la condition des animaux de ce type de chimères, c'est les condamner à ne jamais sortir de leur condition présente.

Alors que faire ? Court-circuiter les procédures de délibération démocratiques en vue d'imposer des règles plus équitables pour les animaux ? Certes non. Même si la route est longue et semée d'embûches, les défenseurs des animaux n'ont pas d'autre choix que de respecter le pluralisme et de porter les intérêts de ces derniers devant les assemblées composées de représentants humains soucieux de répondre aux préoccupations de leurs électeurs. Plus exactement, Corine Pelluchon distingue trois niveaux du politique : le premier est normatif et renvoie à la définition du bien commun ; le second est représentatif, et concerne les modalités selon lesquelles sont désignés les personnes qui auront pour tâche de veiller, au sein des instances délibératives, à l'inclusion des intérêts des représentés dans les politiques publiques ; le troisième renvoie à l'espace public, et est lié à tout ce qui peut être fait pour que les

individus (simples citoyens, représentants politiques, acteurs économiques) modifient leur façon d'agir et de penser de sorte à prendre en compte les intérêts définissant le bien commun. A chacun de ces niveaux correspond un type de combat politique que les partisans de la cause animale doivent livrer pour faire figurer la prise en compte des intérêts des animaux parmi les finalités du politique (au premier niveau), pour assurer la désignation de représentants de la cause animale dans les instances délibératives (au second niveau), et pour contribuer au développement d'un mouvement culturel, philosophique et artistique faisant percevoir l'importance et l'universalité de la cause animale (au troisième niveau) et exigeant que l'éthologie et l'éthique animale soient présentes dans le cursus scolaire et universitaire. C'est ce dernier mouvement que Corine Pelluchon appelle l'«animalisme» et dont le présent ouvrage entend être le manifeste.

Pour que l'animalisme ne se limite toutefois pas à un mouvement intellectuel et qu'il puisse devenir une force sociale et politique, il importe de lui fixer des tâches réalisables dans l'immédiat en faveur des animaux, en conjuguant les différentes temporalités de l'action politique : celle qui a pour horizon lointain la fin de l'exploitation (le temps long), et celle qui vise à changer la donne au quotidien pour les milliers d'animaux qui – dans les fermes d'élevage, les cirques, les delphinariums, les abattoirs, etc. – souffrent de maltraitance et d'autres formes de violence (le temps court). C'est à la détermination des actions que chacun d'entre nous peut entreprendre non seulement pour améliorer le bien-être des animaux mais aussi pour opérer la transition vers une société plus juste remettant en cause leur exploitation que s'emploie l'auteure dans la dernière partie de son essai, en établissant une liste de propositions concrètes, pouvant faire l'objet d'un accord qui ne sera pas facile à obtenir, mais qui s'impose pour des raisons clairement expliquées par l'auteure. Elle dresse ainsi la liste de quelques propositions pouvant être adoptées à court terme. Par exemple : l'interdiction de tous les spectacles montrant des animaux de combat ou mettant en scène des animaux sauvages maintenus en captivité, la suppression de la chasse à courre, l'interdiction de la fourrure et du foie gras, le passage de l'élevage intensif à l'élevage extensif, la réduction progressive de l'alimentation carnée puis la transition vers une alimentation végétalienne, etc. L'une des stratégies de l'auteure consiste à recommander des aides logistiques et

financières rendant possibles les changements demandés, comme le passage de l'élevage intensif à l'élevage extensif et la suppression du foie gras, de la fourrure et de la captivité des animaux sauvages. De même, il s'agit d'encourager les innovations en matière d'alimentation, de mode, sur le plan de la recherche d'alternatives fiables à l'expérimentation animale. Les acteurs économiques ne sont pas oubliés, mais ils sont partie prenante dans cette transition vers une société plus juste envers les animaux. La transition, l'innovation et la reconversion sont les trois mots-clés de ce manifeste qui est résolument tourné vers l'avenir, comme en témoigne la phrase finale, reprise à Marx : «Nous avons un monde à y gagner».

Ce n'est pas le moindre mérite de l'essai de Corine Pelluchon que de ne jamais adopter le ton culpabilisant et agressif que l'on rencontre si souvent dans la littérature militante, et de faire l'effort d'avancer des propositions sensées, à la portée de toutes les personnes de bonne volonté. Nulle imprécation, nulle harangue, nulle condamnation morale de celles et ceux qui participent directement à la perpétuation d'un système abominable, dont ils sont bien souvent les premiers à souffrir, mais au contraire un constant effort de compréhension de la difficulté de leur situation, une prise en compte de l'inertie et de la pesanteur des habitudes et du poids des institutions, un réel amour de l'humanité à laquelle l'on s'efforce de faire entendre ses arguments et dont on a soin de se faire entendre tout court (à quoi le glossaire des termes techniques, placé à la fin du volume, se révèle grandement utile) – une humanité que l'on espère aussi, autant que faire se peut, amender. «La séparation d'avec les autres êtres humains qui continuent de vivre sans ouvrir les yeux sur cette réalité [i.e. celle de la condition animale]», écrit Corine Pelluchon à laquelle nous laisserons le dernier mot, «ne doit pas engendrer le mépris. A l'instar du prisonnier dont parle Platon qui a été libéré de la caverne et qui gravit le chemin escarpé menant à la vérité, puis redescend auprès de ses anciens compagnons pour leur apporter son témoignage, les personnes conscientes de la vie de misère et de la mort atroce imposées aux animaux doivent se rappeler qu'elles ont été elles aussi aveugles à cette souffrance.»

Hicham-Stéphane Afeissa

